

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
Semaine du 15 août 2025

**FOCUS : RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE, MAIS POURSUITE DE LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE PERMISE PAR LA CONSOMMATION DES MENAGES. CETTE RELANCE POURRAIT TOUTEFOIS ÊTRE FRAGILISÉE PAR LA CRISE BUDGETAIRE.** 2

**Bolivie** 3

Après le premier tour des élections présidentielles, le « dollar parallèle » reste stable et les obligations souveraines s'apprécient. 3

**Colombie** 3

Les bénéfices d'Ecopetrol chutent de 46,4 % au T2 2025 en g.a, faisant pression sur les recettes de l'Etat. 3

Le ministre des Finances dévoile les grandes lignes de la réforme fiscale. 3

Le Carf recommande des coupes budgétaires permettant d'atteindre une économie annuelle de 21,1 Md\$ (85 000 Md COP), nécessaire au respect de la règle budgétaire en 2028. 4

La chute de la production de gaz naturel entraîne le retour du charbon. 4

**Équateur** 4

L'indice de risque pays poursuit sa baisse et s'établit à 781 pdb. 4

Le gouvernement de Daniel Noboa a présenté une feuille de route pour relancer le secteur pétrolier. 4

L'agence de notation étatsunienne *S&P Global Ratings* a relevé la perspective de la note créditrice de l'État équatorien. 5

**Pérou** 5

Au deuxième trimestre, le PIB affiche une croissance de 2,9%. 5

La Banque centrale a maintenu son taux directeur à 4,50% pour le quatrième mois consécutif. 6

**Suriname** 6

Le budget pour 2025 a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale. 6

**Venezuela** 6

Les exportations de pétrole par Chevron se poursuivent malgré la dégradation des relations bilatérales. 6

La circulation de Dollars États-Uniens se réduit de 37% par rapport à 2024 6

Renouvellement du décret d'urgence économique 6

Citgo – Licences et processus de vente 7

## **Focus : Ralentissement de la croissance, mais poursuite de la relance de l'économie permise par la consommation des ménages. Cette relance pourrait toutefois être fragilisée par la crise budgétaire.**

La Colombie enregistre un taux de croissance de 2,1 % (en g.a.) au T2 2025, en **décélération par rapport au T1 2025 (+2,7 %)**. Ainsi, au premier semestre 2025, la croissance s'établit à 2,4 %. Côté demande, la croissance est en majeure partie portée par la consommation finale (+3,8 %) qui explique 3,3 pp la croissance enregistrée au T2 2025, et l'investissement (+6,4 %), expliquant 1,1 pp). La consommation des ménages (+3,7 %) mais également publique (+3,9 %) contribuent positivement aux résultats de l'économie ce trimestre. Côté offre, la croissance est portée par les secteurs du commerce de gros et de détail (+5,6 %), l'agriculture (+3,8 %), les activités de divertissement (+7,5 %) et l'administration publique et la défense (+1,8 %). Les trois premiers secteurs mentionnés ici sont particulièrement informels, pouvant limitant les apports de productivité liés à cette croissance de l'activité économique.

**La maîtrise de l'inflation et le regain plus général de confiance des consommateurs ont permis de relancer la consommation des ménages.** La politique monétaire menée par la Banque centrale a permis de contenir l'inflation, passée d'un pic à 13,3 % en mars 2023 à 4,9 % en juillet dernier, alimentant la relance de la consommation des ménages. Dans le même temps, l'appréciation du peso colombien vis-à-vis du dollar états-unien (+6,9 % au S1 2025) a participé à la reprise de la consommation, de même que la hausse historique des *remesas* (transferts de migrants, +13,9 % au S1 2025), abondant directement le budget des ménages. Ainsi, l'indice de confiance des consommateurs a atteint +2,2 % en juin 2025, alors qu'il était resté en territoire négatif ces trois dernières années. Enfin, les prêts du secteur bancaire à l'économie croissent en termes réels annuels, à +0,1 % g.a. en juillet après 24 mois de chute

**Néanmoins, des signes d'essoufflement de l'économie commencent à se faire sentir, alors que le pays est confronté à une crise budgétaire.** La consommation des ménages, principale composante de la croissance, n'a augmenté que de 0,1 % par rapport au T1 2025, une nette décélération de son rythme. L'investissement, deuxième moteur de la croissance, est faiblement tourné vers l'investissement productif (+1,7 % en g.a.) alors que les taux d'investissement dans l'économie demeurent éloignés de leurs niveaux pré-pandémie (16 % du PIB au T2 2025 contre 21,3 % en 2019). Corficolombiana estime que pour retrouver ces taux, la formation brute de capital fixe (FBCF) devrait augmenter de 5,6 % par an, un niveau loin d'être atteint aujourd'hui. La croissance de long terme de la Colombie s'en trouve donc atteinte : certains analystes estiment que le potentiel de croissance de l'économie colombienne aurait perdu 1 pp (de 4 % à 3 %) ces dernières années. Enfin, si la dépense publique (+3,9 %) participe de la croissance actuelle, sa soutenabilité à moyen terme n'est pas assurée alors que le déficit public doit atteindre « au moins » 7,5 % en 2025 et 6,1 % en 2026 ([cf. le Focus de nos précédentes brèves](#)).

**Le secteur externe devrait continuer de contribuer négativement à la croissance, devant la dynamique des importations (stimulée par la croissance de la demande des ménages) et la contraction des exportations.** Au T2 2025, le secteur externe a retiré 2,3 pp à la croissance économique. Si les importations poursuivent leur dynamique (+9,7 % au T2 2025 en g.a.), alimentées par la consommation, les exportations (-1,6 %) devraient se contracter davantage. Les exportations d'hydrocarbure poursuivent leur chute (-18,6 %) et les exportations de café, qui contribuent pour l'instant positivement à la balance courante, devraient décélérer dans les prochains mois, du fait de conditions climatiques moins favorables et d'une baisse des prix mondiaux du café à compter juillet 2025, du fait d'une récupération des autres géographies productrices de café.

# Bolivie

**Après le premier tour des élections présidentielles, le «dollar parallèle» reste stable et les obligations souveraines s'apprécient.**

Le premier tour des élections présidentielles boliviennes, marqué par le succès de l'alternative politique au MAS (*Movimiento al Socialismo*), **a permis au Boliviano (BOB) de rester stable vis-à-vis du Dollar-Étatsunien sur le marché parallèle: il s'élève à 13,55 BOB/USDT à la vente et 13,47 BOB/USDT à l'achat.** À quelques semaines du 1<sup>e</sup> tour, ce taux avait connu une baisse importante, au-dessus des 20 Bs. Officiellement, ce taux demeure à 6,96 BOB/USD.

**L'alternative politique a également rassuré les investisseurs, avec une hausse significative du prix des obligations souveraines boliviennes.** Les obligations à échéances 2028 et 2030 ont augmenté de plus de 3,5 centimes par dollar, atteignant presque 81 centimes, leur niveau le plus élevé depuis 2023.

# Colombie

**Les bénéfices d'Ecopetrol chutent de 46,4 % au T2 2025 en g.a, faisant pression sur les recettes de l'Etat.**

**Au T2 2025, Ecopetrol enregistre une chute de 46,4 % de ses bénéfices en g.a (1 800 Md COP, ≈450 M\$), confirmant une tendance négative ininterrompue depuis dix trimestres.** Dans le même temps, son chiffre d'affaires diminue de 9,1 % en g.a (29 700 Md COP, 7,4 Md\$).

La chute des bénéfices s'explique par la baisse du prix du Brent sur le trimestre, dont la perte évaluée à 1 700 Md COP (≈400 M\$). A cela s'additionne l'augmentation du coût d'extraction, passé de 7,5 \$ par baril en 2020 à 12,5 \$ au T2 2025. Au total, les charges opérationnelles, d'exploration, de dépréciation et les coûts fixes ont augmenté de 1,6 Md\$ au 1<sup>e</sup> semestre 2025 en g.a (22% du chiffre d'affaires opérationnel).

La compagnie pétrolière publique parvient néanmoins à maintenir sa production, avec 755 500 bep/jour au T2 2025 (-0,5 % en g.a). Cette performance repose sur les champs

*Caño Sur* et CPO-09 (Meta, Colombie) et du Permian (Texas, Nouveau-Mexique, États-Unis). Pour autant cela ne permet pas de compenser la baisse de la production de gaz naturel liée à la maturité de plusieurs gisements dans le *Piedemonte Llanero*, ou La Guajira.

En tant que principal actionnaire d'Ecopetrol (89 % du capital), l'État colombien perçoit la majorité des dividendes versés par l'entreprise. Dans le cadre des résultats financiers décevants, les dividendes versés ne devraient pas dépasser les 760 M\$ au premier semestre (3 050 Md COP). Or, selon les prévisions de l'État, le Gouvernement envisage de recevoir près de 2 Md\$ (7 800 Md COP) à ce titre en 2025. Au rythme actuel, un déficit de l'ordre de 480 Md\$ serait donc à prévoir, ce qui accentuerait la pression sur des comptes publics déjà mis à rude épreuve (Brève de la semaine 33).

**Le ministre des Finances dévoile les grandes lignes de la réforme fiscale.**

**Le ministre des Finances a dévoilé les grandes lignes de la réforme fiscale qu'il proposera au Congrès pour équilibrer marginalement le budget pour 2026.** 6,5 Md\$ (26 300 Md COP) dépendent de l'approbation de cette réforme par les parlementaires, au titre de recettes nouvelles en 2026. Si le Congrès ne l'approuve pas, le déficit, déjà attendu à 6,2 % pour 2026, pourrait s'élever à 7,5 % (cf. [Brèves de la semaine 33](#)).

Quatre grands axes ont été présentés : (i) une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les produits consommés par les ménages à hauts revenus, (ii) une hausse de la progressivité des impôts sur le revenu et sur le patrimoine, (iii) la création d'une taxe sur le tabac et l'alcool, (iv) créer « de nouvelles dynamiques » sur les taxes sur le carbone et sur la consommation. L'imposition des jeux de hasard en ligne ainsi que des églises, évoquées dans le cadre budgétaire de moyen terme (*Marco Fiscal de Mediano Plazo*), n'ont pas été évoquées par le ministre.

Les critiques adressées à cette réforme fiscale soulignent que **la hausse de certains impôts, notamment sur la consommation, pourraient davantage toucher la classe moyenne.** En particulier, la taxe sur l'essence pourrait augmenter, alors même que 19,8 Md\$ (80 000 Md COP) de subventions à l'essence ont été dépensés depuis 2022. De plus la

hausse de la taxe sur les tabacs et l'alcool n'abondera pas le budget de l'Etat mais celui des départements, et ne participera donc pas à l'équilibre budgétaire.

**Le Carf recommande des coupes budgétaires permettant d'atteindre une économie annuelle de 21,1 Md\$ (85 000 Md COP), nécessaire au respect de la règle budgétaire en 2028.**

**Le Comité autonome de la règle budgétaire (Carf) estime que la Colombie devra procéder à des coupes budgétaires atteignant une économie jusqu'à 21,1 Md\$ (85 000 Md COP) pour respecter la règle budgétaire, actuellement suspendue mais qui sera réintroduite en 2028.** Selon l'institution, les mesures nécessaires débuteraient par une réduction progressive des dépenses publiques, débutant à 1,7 % du PIB en 2026, et atteignant 3,7 % en 2028 (soit environ 9,9 Md\$ en 2026, 15,4 Md\$ en 2027 et 21,1 Md\$ en 2028).

Le Carf estime que les ajustements nécessaires sur la période 2030-2036 atteignent entre 4,4 % et 4,7 % du PIB, contre 3,7 % et 4,0 % selon le Ministère des Finances pour la même période. **Malgré ces efforts, la dette nette devrait atteindre 62,8 % du PIB en 2036**, bien supérieure à la dette en 2019 (pré-Covid), à 48,4 % de 2019. Plusieurs spécialistes, soulignent que de tels ajustements sont difficiles à mettre en œuvre et pourraient dépasser les capacités d'un seul gouvernement. En effet, la rigidité du budget colombien limite les marges de réduction des dépenses (de l'ordre de 80 % du budget, cf. [brèves de la semaine 33](#)).

Le Carf juge donc indispensables une ou plusieurs réformes fiscales, la lutte contre l'évasion et un élargissement de l'assiette, afin de garantir la soutenabilité des finances publiques à moyen terme.

**La chute de la production de gaz naturel entraîne le retour du charbon.**

**La production de gaz naturel a chuté de 18,5 % en g.a. en juin 2025**, atteignant sa production la plus faible depuis 2014, avec 22 M de m<sup>3</sup> par jour (793 M de pieds cubes). Cette baisse devrait se poursuivre, alors que l'unité de planification minière et énergétique (Upme) prévoit dans son plan d'approvisionnement 2025-2034 que la production chute de 57 % entre 2024 et 2028. Le gaz représente 21 % de

la matrice énergétique du pays, soit le 2<sup>e</sup> poste derrière le pétrole, 16,1% de la matrice électrique, 2<sup>e</sup> poste derrière l'énergie hydroélectrique.

**Pour faire face à cette baisse, les importations de gaz naturel ont augmenté de 6,5 % en juin 2025 par rapport à mai 2025** (5,3 M de m<sup>3</sup>; 187,5 M de pieds cubes). La chute de la production nationale s'est également accompagnée d'une hausse des prix de 19,5 % en juin 2025 (en g.a.) qui mène les entreprises à chercher d'autres sources d'énergie, afin de maintenir leur compétitivité. L'association colombienne des grands consommateurs industriels et commerciaux d'énergie souligne ainsi que certaines entreprises **ont repris leur consommation de charbon afin de faire face à la chute de la production.**

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,5%	48,9%	1855
Change USD/COP	-0,5%	0,6%	4033
Change EUR/COP	-0,8%	5,0%	4683
Prix du baril (Brent, USD)	2,1%	-12,4%	67,56

## Équateur

**L'indice de risque pays poursuit sa baisse et s'établit à 781 pdb.**

**L'indice de risque pays de l'Équateur a atteint 781 pdb le 13 août dernier.** Cette baisse se produit suite à l'annonce du président Daniel Noboa concernant la réforme du calcul du prix des carburants importés et la suppression progressive des subventions aux combustibles ([cf. brèves de la semaine 33](#)). Cet indicateur, s'était établi à 797 pdb en juillet, soit son plus bas niveau depuis juin 2022. Cette amélioration est en partie attribuée à l'élection de D. Noboa, qui a suscité un regain d'espoir chez les investisseurs. En 2022, le risque pays avait dépassé les 1000 points en raison de manifestations sociales.

**Le gouvernement de Daniel Noboa a présenté une feuille de route pour relancer le secteur pétrolier.**

**Le gouvernement a ainsi mis en œuvre le décret 83, modifiant le calcul des prix des carburants.** La nouvelle formule, en vigueur

depuis le 12 août, repose sur les 20 derniers prix de référence internationaux. L'objectif principal est de réduire les subventions et la pression sur le budget de l'État (cf. brèves de la semaine 33). Dans ce contexte, la Banque centrale a annoncé une croissance de 2,8 % au premier semestre 2025 et table sur une croissance de 2,8 % à la fin de l'année.

**La feuille de route présentée par le gouvernement comprend 49 projets et des investissements de l'ordre de 47 Md\$.** L'objectif est d'attirer des investissements étrangers, d'accroître la production et de positionner l'Équateur comme un acteur compétitif dans le secteur des hydrocarbures. Les projets, encore en phase de structuration, s'étendent sur 2025-2026.

**Le ministère de l'Énergie prévoit quatre appels d'offres pour l'exploration de 25 blocs pétroliers répartis entre le Litoral, le Sud-Est, et des champs marginaux.** Ces projets devraient générer une production additionnelle de près de 790 000 barils/jour, alors que la production actuelle est tombée à son plus bas niveau depuis 2003, avec 467 000 barils/jour. Par ailleurs, huit contrats avec des entreprises privées, dont la chinoise PetroOriental, sont en cours de renégociation et devraient rapporter à l'État 286 M\$ supplémentaires.

Petroecuador, la compagnie pétrolière publique, portera 13 projets et utilisera des contrats de services intégrés avec financement pour développer six champs, dont les blocs 15 et 31. Ce modèle permet à l'État de conserver la propriété des champs tout en bénéficiant d'investissements privés. Enfin, un projet de modernisation de la raffinerie d'*Esmeraldas*, évalué à 2 Md\$, est également relancé.

**L'agence de notation étatsunienne S&P Global Ratings a relevé la perspective de la note créditrice de l'État équatorien.**

L'agence étatsunienne *S&P Global Ratings* a relevé la perspective de la note créditrice du souverain équatorien, **la passant de « négative » à « stable », tout en maintenant sa note à B-**. Cette évolution reflète une amélioration des prévisions économiques à court et moyen terme (6 à 24 mois),

notamment grâce au soutien accru des bailleurs officiels comme le FMI. En effet, le FMI a élargi en juin 2025 son programme financé à l'Équateur à 5 Md USD, dont 2,1 Md ont déjà été versés. Ce financement devrait aider le pays à honorer les échéances à partir de 2026. Le changement de perspective est également lié à la mise en œuvre des réformes économiques.

S&P souligne toutefois que des défis majeurs subsistent, notamment pour atteindre une croissance durable. **La stabilité de la note dépendra de la capacité du gouvernement à poursuivre la consolidation budgétaire et à maintenir ses engagements.** En cas d'échec sur ce plan, une dégradation de la note pourrait intervenir dans les 6 à 12 mois.

## Pérou

**Au deuxième trimestre, le PIB affiche une croissance de 2,9 %.**

**Selon l'Institut Péruvien d'Economie (IPE), le mois de juin a clôturé avec une croissance du PIB de 4,5 % et a accumulé une progression de 2,9 % au deuxième trimestre 2025,** soit un rythme inférieur à celui enregistré au T1 (3,9 %). Le secteur de la construction se démarque avec une hausse de 5,8 % due à la hausse de la consommation intérieure de ciment, tandis que le commerce et les services ont progressé respectivement de 3,0 % et 2,8 %. Le secteur des mines et des hydrocarbures n'a progressé que de 0,6 % en raison de l'arrêt de la production de fer à *Shougang* depuis mai et de celle d'or à *Poderosa*, en raison de la mise en place de l'état d'urgence pour lutter contre l'exploitation minière illégale.

**L'Institut Péruvien d'Économie (un think tank) prévoit une croissance du PIB de 3,2 % en 2025,** soutenue par une hausse des investissements privés (6 %) et une consommation privée qui progresserait de 3,6 %. En 2026, la croissance devrait ralentir, à 2,2 % en raison de l'incertitude électorale et de la baisse prévue des investissements (-1,4 %). L'institut prévient que l'environnement extérieur et les changements dans la politique commerciale des États-Unis, sont des facteurs qui pourraient affecter l'économie locale.

## La Banque centrale a maintenu son taux directeur à 4,50% pour le quatrième mois consécutif.

La Banque centrale (BRCP) a ajouté que l'inflation annuelle devrait se maintenir dans les prochains mois dans la partie inférieure de la fourchette cible (2% ± 1pp), puis se s'orienter vers le centre de cette fourchette. Par ailleurs, une attention particulière est accordée à l'évolution de l'inflation sous-jacente, aux anticipations d'inflation des acteurs économiques et à l'activité économique, afin d'envisager, si nécessaire, des modifications de la politique monétaire.

**Selon les spécialistes, une dernière baisse du taux de référence à 4,25% est encore attendue cette année.** Cette perspective tient compte du fait que : (i) l'inflation totale et l'inflation sous-jacente se situent toutes deux en-dessous du point médian de la fourchette cible, (ii) les anticipations d'inflation sont à leur plus bas niveau depuis cinq ans, (iii) le cours du pétrole et le taux de change ont baissé depuis le début de l'année, et (iv) les anticipations de baisses des taux de la Fed se confirment pour le reste de l'année.

## Suriname

### Le budget pour 2025 a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale.

Le 15 août dernier, l'Assemblée nationale du Suriname a approuvé le budget 2025. Jusqu'ici, le budget de 2024 était en vigueur, faute d'un accord sur le budget 2025. Le budget pour 2026 devrait être présenté au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2025. **Le déficit budgétaire anticipé s'élève à 8% du produit intérieur brut (PIB).** En particulier, le budget du cabinet de la Présidente – récemment élue, en juillet dernier – augmente de 18%, tandis que celui du cabinet du vice-président augmente de 32%. Le budget de la Cour de Justice est presque doublé et celui du ministère public est presque triplé.

## Venezuela

### Les exportations de pétrole par Chevron se poursuivent malgré la dégradation des relations bilatérales.

Malgré la dégradation des relations entre les États-Unis et le Venezuela, **trois tankers pétroliers en provenance des États-Unis sont arrivés au Venezuela afin de transporter le pétrole extrait par Chevron** vers les raffineries situées dans le Golfe du Mexique.

Pour rappel, Chevron bénéficie d'une licence spécifique afin de mener leurs activités d'extraction et d'exportation du pétrole au Venezuela, malgré les sanctions établies par les États-Unis. Cette licence permet à Chevron d'opérer mais limite fortement les flux financiers avec les acteurs publics Vénézuéliens.

### La circulation de Dollars États-Unis se réduit de 37% par rapport à 2024

Selon un économiste, la masse monétaire circulant en USD dans l'économie vénézuélienne affiche une baisse de -37% au premier semestre 2025 (4,9 Md USD) par rapport à décembre 2024 (7,8 Md USD). Ce résultat pourrait expliquer **l'utilisation accrue du Bolivar dans les transactions du fait d'un plus faible accès aux devises étrangères pour les particuliers.**

### Renouvellement du décret d'urgence économique

La prolongation pour soixante jours (renouvelables) du décret d'urgence économique, initialement approuvé par la Chambre constitutionnelle du Tribunal suprême de justice (TSJ) le 12 avril dernier, a été actée le 8 août dernier.

Ce décret confère à Nicolás Maduro le pouvoir de prendre **« toutes les mesures nécessaires pour garantir le développement et la croissance économique du pays »**, y compris la possibilité de déroger aux règles de réserve légale et budgétaire, ainsi qu'aux lois d'endettement.

## Citgo – Licences et processus de vente

Pour mémoire, **Citgo, filiale étatsunienne de la compagnie pétrolière publique PdVSA, est l'un des rares actifs étrangers de valeur du Venezuela.** Mis en garantie d'une dette obligataire en 2016, il est désormais convoité par de nombreux créanciers (détenteurs de dette, entreprises expropriées), d'où la bataille judiciaire en cours au Delaware.

Dans ce cadre, l'OFAC (*Office of Foreign Assets Control*, agence du Trésor étatsunien chargée d'appliquer les sanctions économiques et financières des États-Unis) a publié la Licence Générale 5S – le dix-huitième renouvellement depuis 2018 – qui entrera en vigueur le 20 décembre prochain. Elle autorise les transactions, financements et autres opérations liées à l'obligation émise par PdVSA à échéance 2020. **Ainsi, elle peut autoriser l'exécution de la garantie de**

**l'obligation PdVSA 2020, ouvrant la voie à une éventuelle saisie de 51 % des actions de Citgo Petroleum.** À la suite de cette décision, *Gold Reserve* – société canadienne est l'un des principaux créanciers du Venezuela – a saisi en urgence un tribunal du Delaware afin de savoir si les États-Unis, via l'OFAC, comptent prolonger le blocage qui empêche les créanciers de saisir Citgo une fois le processus de vente aux enchères officiellement clôturé, dont l'audience finale est attendue mi-août.

Le processus d'enchères a par ailleurs suscité de nouvelles surenchères : après l'offre de 3,7 Md\$ de *Red Tree Investments*, *Lion Group* a proposé 8 Md\$ et *Vitol* 8,45 Md\$. En conséquence, l'audience prévue la semaine du 18 août a été repoussée. Le juge a, en outre, autorisé la réception d'offres améliorées avant de rendre sa recommandation finale, attendue d'ici la fin du mois.

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
<b>Bolivie</b>	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
<b>Colombie</b>	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
<b>Equateur</b>	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
<b>Guyana</b>	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
<b>Pérou</b>	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
<b>Suriname</b>	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
<b>Venezuela</b>	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
<b>Argentine</b>	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
<b>Brésil</b>	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
<b>Chili</b>	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
<b>Mexique</b>	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr](mailto:sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ, Xavier FOUVET

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)